

LÉGATION DE SUISSE EN GRANDE-BRETAGNE

LONDRES

M. Thorez
 20. IV 49

REFERENCE

18, MONTAGU PLACE,
BRYANSTON SQUARE, W. 1.

Té/Wa

p.B.58.42.21.

le 14 avril 1949.

Monsieur le Ministre,

En me référant à ma lettre du 11 avril concernant le Pacte de l'Atlantique Nord, j'ai l'honneur de répondre comme il suit aux autres questions que vous avez bien voulu me poser au cours de mon séjour en Suisse. Les quelques notes qui suivent sont le fruit de plusieurs consultations; je compte parmi mes principaux informateurs Sir William Strang, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères et Mr. Morgan Phillips, Secrétaire Général du Labour Party.

1. Finlande et Berlin. D'après Sir William, le Foreign Office n'a enregistré jusqu'à présent du côté de l'U.R.S.S. aucune réaction digne d'être relevée à l'égard de la Finlande par suite de la signature du Pacte de l'Atlantique Nord. Mr. Morgan Phillips croit néanmoins qu'il faut s'attendre à une pression accrue de la Russie sur la politique intérieure de la Finlande et sur le jeu des partis.

Quant à Berlin, Sir William n'escompte pas une aggravation de la situation en dépit des récentes initiatives prises par les Alliés.

Au Département Politique Fédéral
 Affaires Politiques
 BERNE.

- 2 -

Au surplus, il vous intéressera sans doute de savoir comment le Secrétaire Général du Labour Party voit le déroulement des événements. D'après lui, l'U.R.S.S. déclencherà une nouvelle offensive de paix si le Labour Party remporte la victoire aux élections britanniques de 1950. Mon interlocuteur a remporté de ses entretiens avec Staline l'impression durable que Moscou considère qu'un régime "Labour" en Grande-Bretagne est la plus solide garantie contre une politique réactionnaire dont Churchill et son parti seraient en Europe les coryphées. La victoire du Labour Party encouragerait Staline à engager cette offensive pacifique, dont l'une des premières manifestations serait la levée du blocus de Berlin. En cas de victoire des Tories, l'on s'acheminerait au contraire de part et d'autre, avec une application accrue, vers un état de préparation à la guerre.

Cette manière de voir nettement partisane pourrait bien contenir une part de vérité. En effet, le bruit circule d'une offensive de paix et de la levée du blocus de Berlin dans un avenir plus ou moins prochain. La version de Mr. Morgan Phillips a ceci d'original que l'événement ne surviendrait pas avant l'an prochain.

2. Yougoslavie. D'après Mr. Morgan Phillips, Tito reste intégralement et agressivement communiste. Sa grande ambition est de

- 3 -

créer, dominée par la Yougoslavie, une Confédération balkanique. D'où l'aggravation du dissentiment entre Belgrade et le Kremlin. La Grande-Bretagne n'approuve pas certaines initiatives américaines favorables à Tito; elle est d'avis que toute tentative de rapprochement avec ce dernier peut le compromettre irrémédiablement à l'égard de ses propres compatriotes et amener sa chute. Or, l'Occident n'a aucun intérêt à rétablir l'unité de doctrine derrière le rideau de fer.

Quant à la création d'un Etat macédonien, il s'agirait à entendre Mr. Phillip Morgan d'une véritable machination de Moscou dirigée entre autres contre la Yougoslavie. La formation d'un nouvel Etat communiste à la dévotion de l'U.R.S.S. serait pour le Kremlin un avantage certain, surtout que le plan russe voudrait y inclure l'Albanie; ce qui permettrait à l'U.R.S.S. d'avoir une porte ouverte sur l'Adriatique en dehors des côtes yougoslaves.

J'ajoute, pour être complet, que Sir William Strang n'a pas l'air de prendre très au tragique ces sombres dessins.

3. Pacte du Pacifique. Mes principaux informateurs se sont efforcés tous deux à ramener à de modestes proportions les bruits qui courent sur les conversations de Lord Listowel à Canberra au sujet du Pacte du Pacifique. Le but de ces conversations aurait

- 4 -

été essentiellement la mise en oeuvre des décisions de la dernière Conférence du Commonwealth et la préparation d'une future Conférence. D'après Sir William, Lord Listowel n'a nullement été chargé d'aborder la question du pacte soulevée par l'Australie. Il affirme que le Gouvernement britannique ne s'est pas encore occupé sérieusement de ce problème. Mr. Morgan Phillips précise que les conversations - si Lord Listowel a eu des entretiens à ce sujet - n'ont pu se dérouler qu'à un "low level".

Je m'en réfère, pour le surplus, au rapport que vous a adressé la Légation le 18 mars.

4. Je répondrai prochainement à vos questions concernant la Birmanie et Israël.

9
Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

